

1. Avoir dans le ressort du TMG de l'Ituri au cours d'une période non encore couverte par le délai de prescription légale, comme responsable pénal individuel, chef militaire ou autre supérieur hiérarchique selon l'un des modes de responsabilité pénale prévus par les articles 25 et 28 du Statut de ROME du 17 juillet 1998 entré le 01 juillet 2002, ratifié par la RDC le 30 mars 2002 dans le cadre des conflits armés opposant de manière prolongée sur le territoire d'un Etat, des autorités du Gouvernement de cet Etat, aux groupes armés organisés ou ces groupes entre eux engagé sa responsabilité pénale du fait des combattants ayant commis le viol, l'esclavage sexuel, la prostitution forcée, la grossesse forcée telles que définis à l'article 7 paragraphe 2, alinéa f, la stérilisation forcée ou toute autre forme des violences sexuelles constituant une infraction grave aux conventions de GENEVE.

En l'occurrence avoir à CODECO secteur de WALENDU BINDI, territoire d'IRUMU, District de l'Ituri, province Orientale en RDC en tant que autre supérieur hiérarchique, fondateur et chef spirituel suprême du mouvement politico-militaire dénommé FRPI (Front de Résistance Patriotique en Ituri), engagé sa responsabilité pénale suite aux actes de viol commis pendant et après les attaques lancées par les combattants NGITI du FRPI contre la localité de LAWA au cours desquelles un certain PAPY, combattant NGITI, non autrement identifié a eu à enlever la dame **TERANAKO MAGANI Béatrice** pour la garder en captivité pendant la période allant de Septembre 2002 à Novembre 2003 la transformant en épouse lui imposant ainsi des relations sexuelles contre son consentement à plusieurs reprises tout au long de cette période de la captivité.

Faits prévus et punis par les articles 5.1; 8 paragraphe 2 alinéa a.viii)-1 ; 8 paragraphe 2 alinéa b.xxii)-1 ; 8 paragraphe 2 alinéa b.xxii)-2 ; 28 et 77 du Statut de ROME;

2. Avoir dans le ressort du TMG de l'Ituri au cours d'une période non encore couverte par le délai de prescription légale, comme responsable pénal individuel, chef militaire ou autre supérieur hiérarchique selon l'un des modes de responsabilité pénale prévus par les articles 25 et 28 du Statut de ROME du 17 juillet 1998 entré le 01 juillet 2002, ratifié par la RDC le 30 mars 2002 dans le cadre des conflits armés opposant de manière prolongée sur le territoire d'un Etat, des autorités du Gouvernement de cet Etat aux groupes armés organisés ou ces groupes entre eux, engagé sa responsabilité pénale du fait des combattants ayant commis le

viol, l'esclavage sexuel, la prostitution forcée, la grossesse forcée telles que définis à l'article 7 paragraphe 2, alinéa f, la stérilisation forcée ou toute autre forme des violences sexuelles constituant une infraction grave aux conventions de GENEVE.

En l'occurrence avoir à TALOLO, village situé à 3 Km de NYAKUNDE, territoire d'IRUMU, District de l'Ituri, province Orientale en RDC, engagé sa responsabilité pénale entant que l'un des fondateurs et chef spirituel suprême du mouvement politico-militaire dénommé Front de Résistance Patriotique en Ituri, FRPI en sigle, des viol commis pendant et après les attaques lancées contre la localité de TALOLO dans la nuit du 25 au 26 Décembre 2007 par les combattants NGITI du FRPI, en représailles contre son arrestation par les éléments FARDC, les attaques au cours desquelles 07 combattant NGITI, non autrement identifiés avaient eu à imposer des relations sexuelles à tour de rôle à la dame **MUDJAGANI Albertine** dame **TERANAKO MAGANI Béatrice** pour la garder en captivité pendant la période allant de Septembre 2002 à Novembre 2003 la transformant en épouse lui imposant ainsi des relations sexuelles contre son consentement à plusieurs reprises tout au long de cette période de la captivité.

Faits prévus et punis par les articles 5.1; 8 paragraphe 2 alinéa a.viii)-1 ; 8 paragraphe 2 alinéa b.xxii)-1 ; 8 paragraphe 2 alinéa b.xxii)-2 ; 28 et 77 du Statut de ROME;

3. Avoir, engagé sa responsabilité pénale entant que l'un des fondateurs et chef spirituel suprême du mouvement politico-militaire dénommé FRPI, du fait des combattants ayant infligé à une ou plusieurs personnes de grandes souffrances ou porter gravement atteinte à l'intégrité physique ou à la santé.

En l'occurrence, avoir dans les mêmes circonstances de lieu et de temps que dessus, engagé sa responsabilité pénale entant que l'un des fondateurs et chef spirituel suprême ou autre supérieur hiérarchique du mouvement politico-militaire dénommé Front de Résistance Patriotique en Ituri, FRPI en sigle, dont 07 des combattant NGITI, non autrement identifiés avaient eu au cours de l'attaque lancée contre la localité de TALOLO infliger à la dame **MUDJAGANI Albertine** les traitements inhumains en renversant des braises ardentes sur son sexe, brûlant ainsi toute la partie du corps jusqu'aux cuisses et ce, après l'avoir violée.

NDR Feuillet N°10 RP N°071/09, 009/010 et 074/010

Faits prévus et punis par les articles 5.1; 8 paragraphe 2 alinéa b.v ; 8 paragraphe 2 alinéa a. iii ; 28 et 77 du Statut de ROME;

Vu l'ordonnance prise par le Président du Tribunal Militaire de Garnison à la même date du 02 juillet 2010 fixant l'audience au 07juillet2010 ;

Vu les citations à prévenu établies en date du 02 juillet 2010 par le Sous-lieutenant Bernard DUGBA WAYAWAYA, Greffier du siège d'avoir à comparaître à l'audience publique du 07juillet2010 ;

Vu l'appel de la cause à cette dernière audience et la comparution du prévenu en personne assisté de son conseil savoir Maître Nestor KPAMBE Avocat au Barreau de KISANGANI de résidence à BUNIA sur les nouvelles préventions susrappelées mises à sa charge ;

Vu la remise de la cause accordée par le Tribunal Militaire de céans pour l'audience publique du Mercredi 14 juillet 2010 sur demande de l'OMP afin de prendre ses réquisitions conformes ;

Vu l'appel de la cause à cette audience et la comparution du prévenu en personne assisté de son conseil savoir Maître Nestor KPAMBE Avocat au Barreau de KISANGANI de résidence à BUNIA ;

Les parties civiles entendues par le biais de leurs conseils susvisés dans le dispositif des conclusions sollicitent du Tribunal de céans qu'il plaise de dire établies en fait comme en droit, les préventions de participation à un mouvement insurrectionnel, ainsi que les crimes de guerre par meurtre, attaque dirigées contre les civiles, attaque dirigées contre les bâtiments ne représentant pas les objectifs militaires, pillage, viol et esclavage sexuel, et de le condamner conformément à la loi ,et en outre Recevables et amplement fondées les actions civiles de chacune de parties civiles, et par conséquent condamner l'accusé KAKADO BARNABA YONGA TSHOPENA solidairement avec le Gouvernement central de la République démocratique du Congo au paiement à titre des dommages – intérêts les sommes ci-après :

- L'équivalent en francs congolais de **100.000\$** us à chaque victime personne physique ou ses ayants droit ci-haut énumérer, pour réparation équitable de tous préjudices confondus subis par chacun d'eux ;

NDR Feuillet N°11 RP N°071/09, 009/010 et 074/010

- L'équivalent en francs congolais de **5.000.000 \$** us à chacune des deux institutions ci-haut citées à titre de réparation de tous les préjudices confondus ;

- Frais et dépens comme de droit,**CA SERA MEILLEURE JUSTICE** ;

Le Ministère Public entendu dans son réquisitoire postulant la condamnation du prévenu KAKADO BARNABA YONGA TSHOPENA sans admission des circonstances atténuantes comme suit :

- à la peine capitale pour organisation du mouvement insurrectionnel ;

- à la peine capitale pour crime de guerre par Meurtre ;

- à la peine de servitude pénale à perpétuité pour crime de guerre par attaque contre les populations civiles ;

- à la peine de servitude pénale à perpétuité pour crime de guerre par attaque contre les biens protégés ;

- à la peine de servitude pénale à perpétuité pour crime de guerre par pillage;

- à la peine de servitude pénale à perpétuité pour crime de guerre par attaque contre les localités non défendues ;

- à Vingt ans de SPP et une amende de 100.000, FC pour crime de guerre par viol ;

- à Vingt ans de SPP pour crime de guerre par traitement inhumain ou cruel;

- à Vingt ans de SPP pour crime de guerre par esclavage sexuel ;

- de faire application de l'article 7 du Code Pénal Militaire et le condamné à la peine la plus forte soit la peine capitale et enfin ;

- de dire recevable et fondée les actions mues par les parties civiles et d'y faire droit.

NDR Feuillet N°12 RP N°071/09, 009/010 et 074/010

La défense entendue dans sa plaidoirie tendant à plaider non coupable pour chacune de préventions mis en charge du prévenu KAKADO BANABAYONGA TSHOPENA arguant sa vocation biblique pour avoir fait l'école EMMAUS pour avoir été responsable de la CODEZA depuis la deuxième République avec le but de faire la terre et l'élevage, que en tant que tel, il ne devrait pas être responsable d'une quelconque milice ou un groupe armé tel le FRPI et que par voie de conséquence il ne pas non plus responsable des crimes de guerres mis en sa charge par l'OMP.

Sur quoi après avoir accordé la parole en dernier lieu au prévenu, le président a déclaré les débats clos et le Tribunal prit l'affaire en délibéré pour rendre en ce jour le présent jugement.

NDR Feuillet N°13 RP N°071/09, 009/010 et 074/010**JUGEMENT*****I. EXPOSE DES FAITS et RETROACTES :***

Attendu qu'il ressort de l'examen des pièces du dossier de la procédure que les faits de la cause sous les RPN°071/09, 009/010 *et* 074/010 se présentent sommairement de la manière suivante :

1. Attendu que l'Ituri est un district de la Province orientale de la République démocratique du Congo (RDC), La population appartient à une vingtaine de groupes ethniques, dont les plus nombreux sont les Hema, les Lendu et leur sous groupe méridional (les Ngiti), les Alur et les Bira. Il compte entre 3,5 et 5,5 millions d'habitants dont seulement 100 000 vivent à Bunia, chef lieu du district (1) ;
2. Attendu que Il a comme frontière à l'Est l'Ouganda et au Nord le Soudan ;
3. Attendu que la majorité de la population iturienne vit de l'agriculture et le reste du commerce, de l'élevage et de la pêche. La tribu Lendu et La tribu NGITI ont l'agriculture pour principale activité économique tandis que la tribu Hema/Gegere se consacre davantage à l'élevage de bétail ;
4. Attendu que depuis la prise de Pouvoir par l'Alliance des Forces Démocratiques pour la Libération du Congo **AFDL**, en sigle, au courant de l'année 1997, la République du Zaïre actuelle République Démocratique du Congo, était le théâtre des hostilités non seulement entre différentes composantes armées, mais aussi et surtout entre différentes milices ou groupes armé(es) basé(es) à l'Est de la RDC ;

5. Attendu que cedit théâtre n'a pas épargné le province Orientale dans l'un de ses districts savoir l'ituri jusqu'à ce jour avec la présence de plusieurs groupes armés ou Milices dont l'**UPC de THOMAS LUBANGA DIALO** entendez **Union des Patriotes Congolais** des combattants des milices **Hema/Gegere**, dont la branche armée était les **FPLC** soutenue par *les troupes de l'armée ougandaise* et le **FRPI** à savoir **Front de Résistance Patriotique en Ituri** la milice armée des combattants **Ngiti** dont le Chef d'Etat Major fut le Colonel **COBRA MATATA BANALOKI** et le **FNI** (Front des Nationalistes et Intégrationnistes) des combattants **Lendu** et ce, suite à des conflits fonciers entre **les Hema/Gegere** et **les Lendu**, qui est l'une des causes principales de la survenance des conflits armés qui sévissent dans la région.

6. Attendu que Selon l'accusation, le prévenu **KAKADO BARNABA YONGA TSHOPENA** alias **KABAYONGA** est né le 14 décembre 1923 à Kagaba en République Démocratique du Congo de l'union entre Monsieur INDUZO et Madame ALI tous deux décédés. Il appartient à la tribu **Ngiti** dans le secteur des **Wa Lendu Bindi**, territoire d'**IRUMU**, dans le district d'**Ituri**, Province **ORIENTALE**, en République Démocratique du Congo.

7. Attendu que le prévenu **KAKADO BARNABA YONGA TSHOPENA** aurait fréquenté à son jeune âge l'école biblique Emmaüs où il aurait été formé à l'évangélisation, avant de se convertir plus tard à l'agriculture Jusqu'avant son arrestation en date du 05 août 2007 il était domicilié à **BULANZABO** ;

8. Attendu que Vers l'année 1959, ensemble avec un groupe des employés domestiques au service des expatriés occidentaux résidant en Ituri, le prévenu **KAKADO BARNABA YONGA TSHOPENA** aurait activement participé à la création d'une coopérative pour le développement agricole en Ituri dont il est rapidement devenu l'un des animateurs en qualité de secrétaire ;

9. Attendu que cette coopérative avait au départ son siège social à Bunia avant d'être transféré à Kagaba, elle s'étendait dans les collectivités des **Wa Lendu Bindi**, d'**Andisoma**, de **Mobala**, **Wa Hema sud** et **Wa Lese Vukutu**, qui sont par la suite devenues les théâtres des opérations militaires des combattants des groupes armés du **FRPI** (Front de Résistance Patriotique en Ituri) et du **FNI** (Front des Nationalistes en Intégrationnistes) ;

10. Attendu qu'au courant de l'année 1986, le prévenu **KAKADO BARNABA YONGA TSHOPENA** aurait brusquement surgi à **Kpesa**, dans le Groupement de **MUSEDZO**, collectivité de **Mobala** dans la Chefferie d'**Andisoma**, Territoire d'**Irumu**, où il va sans titre ni droit et de force occuper une concession agricole appartenant à Monsieur **PANGA BALO** ;

11. Attendu que c'est en ce lieu que le prévenu **KAKADO BARNABA YONGA TSHOPENA** se serait installé, et aurait implanté à l'occasion une extension de sa fameuse coopérative des agriculteurs laquelle, avec le temps a pris la dénomination de **Coopérative pour le Développement du Zaïre** en sigle **CODEZA** ;

12. Attendu qu'après cette implantation anarchique, le prévenu **KAKADO BARNABA YONGA TSHOPENA** aurait procédé au recrutement massif et systématique des jeunes gens vigoureux, essentiellement des tribus **Ngiti**, **Lendu** et **Lese**, en qualité d'ouvriers au sein de la **CODEZA au total un nombre de plus ou moins 2000 hommes**, pour l'exploitation agricole de cette grande concession spoliée au préjudice de sieur **PANGA BALO** ;

13. Attendu comme il fallait s'y attendre, ajoute l'accusation, l'organisation de cette coopérative agricole n'était qu'une couverture pour le prévenu **KAKADO BARNABA YONGA TSHOPENA** qui, en réalité caressait discrètement un agenda politique caché, qui ne va pas tarder à apparaître au grand jour lorsque vers les années 1990, il aurait fait chasser de la localité de **Kpesa** toute les populations autochtones **Bira**, par les jeunes **Ngiti**, **Lendu** et **Lese** qu'il aurait recrutés dans des circonstances susdéesrites ;

14. Attendu que poussant ses ambitions politiques plus loin, le prévenu **KAKADO BARNABA YONGA TSHOPENA** se serait permis en cette période de paix sur toute l'étendue de la République du Zaïre à l'époque, de s'ériger en administrateur de la localité de Kpesa, et a même interdit au Chef de Groupement tout comme le chef de Chefferie de percevoir les taxes au marché de la **CODEZA** à Kpesa pendant des années, s'accaparant ainsi de manière illégale les pouvoirs de ces autorités coutumières légitimes ;

15. Attendu que c'est seulement grâce à l'intervention énergique de la garde civile de l'époque, saisie par plainte du **Chef de la Collectivité Chefferie de Mobala**, que le prévenu **KAKADO BARNABA YONGA TSHOPENA** aurait été rappelé à l'ordre et au respect des autorités coutumière légalement établies, de cesser à jamais d'interférer de quelque manière que ce soit dans la gestion et l'administration de l'entité coutumière de Kpesa, et de restituer sans délai, et à qui de droit, toutes les taxes indûment et illégalement perçues par lui des années durant ;

16. Attendu que lors de la prise de Pouvoir par l'Alliance des Forces Démocratiques pour la Libération du Congo **AFDL**, en sigle, au courant de l'année 1997, la République du Zaïre étant rebaptisée en République Démocratique du Congo, le prévenu **KAKADO BARNABA YONGA TSHOPENA**, profitant de l'indisponibilité temporaire de Monsieur **UNEGA Gaston** Président statutaire de la **CODEZA**, et du décès de son Vice Président **NDARABO Pierre**, il s'est autoproclamé Président de la coopérative qu'il a désormais débaptisé en **Coopérative pour le Développement du Congo** en sigle **CODECO** ;

17. Attendu que le prévenu **KAKADO BARNABA YONGA TSHOPENA** serait resté avec sa coopérative comportant plus ou moins 2000 hommes dans la localité de Kpesa, dans une cohabitation des conflits fonciers à répétition entre les **Hema/Gegere** et les **Lendu** avec la population autochtone Bira, jusqu'à la période allant de **1999 à 2001** ;

18. Attendu que pour plus de lumière au sujet de ce conflit foncier, ajoute l'accusation, que depuis longtemps, les communautés Hema/Gegere (**éleveurs des gros et petits bétails**) et les Lendu / Ngiti (**agriculteurs**), sont les uns et les autres propriétaires des concessions foncières en Ituri, qu'ils occupent et utilisent aux fins de leurs activités respectives. Mais les concessionnaires éleveurs Hema/Gegere, profitant de l'affaiblissement de l'autorité de l'Etat en Ituri, ils auraient organisé frauduleusement l'extension des étendues de leurs concessions, empiétant ainsi sur les concessions de leurs voisins agriculteurs les Lendu/Ngiti ;

19. Attendu qu'ainsi, s'en suivrait-il tout naturellement les protestations violentes des agriculteurs Lendu qui auraient commencé à ravager les élevages et les concessions des éleveurs Hema/Gegere, et au fur et à mesure il s'est déclenché les affrontements entre les communautés Hema/Gegere et Lendu. Les un et les autres se sont organisés pour défendre leurs droits fonciers par des affrontements souvent violents, caractérisés par l'utilisation des armes blanches y compris les armes de guerre pour ceux qui pouvaient s'en procurer. Cette situation est donc à la base de la création des milices tribales dont l'**UPC** pour les Hema/Gegere, et le **FRPI** et le **FNI** pour les Ngiti et Lendu ;

20. Attendu que comme les concessions agricoles qui renfermaient les étendues des plantations de la **CODECO** n'avaient pas été épargnées par ces conflits fonciers ci-haut décrits, les activités de la coopérative ont été complètement paralysées ; Les coopérants ainsi que les ouvriers de la coopérative se seraient découragés, et quelques un d'entre eux se sont retirés du milieu en fuyant l'insécurité et la guerre tribale devenue inévitable, d'où le déclin de la **CODECO** vers l'an 2000 ;

21. Attendu que c'est dans ces circonstances que le prévenu **KAKADO BARNABA YONGA TSHOPENA** aurait décidé de convertir les jeunes ouvriers de la **CODECO** en **miliciens et combattants de la tribu Ngiti**, a qui il aurait personnellement fait subir **une initiation idéologique politico-tribale et spirituelle, suivie d'une sommaire formation militaire par l'entremise des anciens gardes civils du régime déchu de MOBUTU, notamment KANDRO NDEKOTE et COBRA MATATA BANALOKI**, et cela au vu et au su de **tout le voisinage de la cité de CODECO à Kpesa et à Baiti transformés désormais en centres d'entraînements et de formation militaire** et que cette décision prise par l'accusé KAKADO aurait été applaudie des deux mains par tout le peuple Lendu entier, au point de la qualifier de salutaire et messianique pour eux, faisant ainsi du prévenu **KAKADO BARNABA YONGA TSHOPENA** « **le Messie du peuple Lendu** » ce qui lui aurait valu d'être reconnu comme une haute autorité morale et chef spirituel suprême des combattants Ngiti. ;

22. Attendu qu'en conséquence, toutes les autres localités du district de l'Ituri où la CODECO avait des concessions agricoles et les ouvriers Ngiti qui y travaillaient, notamment à **Talay, Upuku, Lawa, Nyavo, Potopoto, Tambasu, Mabanga, Mukatongazi, Fitchama, Singitsha, Masubya et Mulaho** n'ont pas pu échapper à cette transformation décidée par le prévenu **KAKADO BARNABA YONGA TSHOPENA**, et que les jeunes Ngiti auraient volontairement envahi tous ces endroits pour subir **les formations idéologiques, spirituelles et militaires qui y seraient dispensées** ;

23. Attendu que cette milice armée tribale, selon l'accusation, ainsi créée par le prévenu **KAKADO BARNABA YONGA TSHOPENA** a été baptisée **FRPI** à savoir *Front de Résistance Patriotique en Ituri*, il en est devenu naturellement **« l'autorité morale et spirituelle suprême, et ipso facto commandant suprême »** de ce mouvement politico militaire, rang qu'il a occupé sans interruption tout au long de la période visée par les présentes accusations mises à sa charge, et pour preuve de son appartenance incontestable au **FRPI**, lors de son arrestation en date du 05 août 2007, le prévenu **KAKADO BARNABA YONGA TSHOPENA** aurait été trouvé en possession d'une feuille de route du **FRPI** signée par le Colonel Cobra MATATA BANALOKI, Chef d'état major du **FRPI**, **allégation non contredite par le prévenu lui-même en audience publique** ;

24. Attendu que du haut de son rang susinvoqué, le prévenu **KAKADO BARNABA YONGA TSHOPENA** aurait entre autre **la charge de définir la politique générale du FRPI y compris les opérations militaires et en déterminait les objectifs**. c'est ainsi que par exemple en 2003 après les attaques de Nyankunde et Musedzo, il aurait convoqué un meeting au cours duquel il ordonnait la cessation des attaques des combattants Ngiti du **FRPI** contre les Bira, en menaçant de malédiction et de mort tout contrevenant, il s'en est effectivement suivi la fin immédiate des hostilités et les tueries des combattants **FRPI** contre les Bira jusqu'à ce jour ;

25. Attendu que le prévenu **KAKADO BARNABA YONGA TSHOPENA** se serait fait aider dans la direction du **FRPI**, selon toujours l'accusation, par Monsieur **TABO MAGORO Gérôme** comme cofondateur, et une série des ministres tous des civils, aux cotés desquels coexistait une hiérarchie militaire dont un Etat Major Général de commandement des opérations militaires dirigé par le colonel **KANDRO NDEKOTE** secondé par le colonel **COBRA MATATA BANALOKI**, suivi de **Germain KATANGA** alias **SIMBA**, Auditeur Général, et bien d'autres combattants de renommée tels que le colonel **KANDRO EPELA** actuellement intégré dans la 15^{ème} Brigade des FARDC, les colonels **MOHITO** et **OHUTO**, le major **Dark ANDROZO ZABA** (*actuellement Lieutenant colonel dans la 17^{ème} Brigade intégrée des FARDC basée à KABAMBARE*), etc.

26. Attendu qu'avec cette structure hiérarchique civile et militaire, le prévenu **KAKADO BARNABA YONGA TSHOPENA** aurait au courant de l'année 2002, engager la milice armée des combattant **Ngiti** du **FRPI** dans la bataille pour affronter et chasser les combattants des milices **Hema/Gegere** alliés au mouvement politico-militaire de l'Union **des Patriotes Congolais, UPC** en sigle, avec sa branche armée **Forces patriotiques pour la libération du Congo, FPLC** en sigle, soutenue par **les troupes de l'armée ougandaise** ;

27. Attendu qu'au courant du deuxième trimestre de l'année 2002, soutiennent les conseils des parties civiles, lorsque le **gouvernement central de la République Démocratique du Congo** dans le but de neutraliser l'**UPC** et ramener tant soit peu la paix en Ituri, aurait opté pour la stratégie de collaboration secrète avec certaines milices armées hostiles à l'**UPC** et ses alliés ougandais les **UPDF** en Ituri et ce, par le canal du groupe armé **RCD / K/ML** de **MBUSA NYAMWISI**, un mouvement politico-militaire allié au gouvernement central de la R.D.Congo, se servant de l'aérodrome de **Aveba** sous contrôle du **RCD / KML**, le **gouvernement central de la RDC** aurait procuré les armes de guerre aux troupes armées du **RCD / K/ML** et autres milices armées qui combattaient contre l'**UPC** et ses alliés ougandais en Ituri, notamment les combattants **Ngiti du FRPI**, justifiant ainsi l'assignation du **gouvernement central de la RDC** comme civilement desponsable des charges portées sur le prévenu **KAKADO BARNABA YONGA TSHOPENA** ;

NDR Feuillet N°20 RP N°071/09, 009/010 et 074/010

28. Attendu que c'est dans ces circonstances précises que ces combattants auraient été abondamment approvisionnés en armes et munitions par le **Gouvernement central de la RDC**, pour renforcer leurs capacités offensives et donner plus d'efficacité à leurs actions militaires sur terrain, si bien que c'est à l'aide de ces armes et munitions que la Chefferie de **Nyankunde** et le Groupement **Musedzo** ont été attaqués au courant du mois de septembre 2002 par les combattants **Ngiti** du **FRPI** ;

29. Attendu qu'à ce propos, soutiennent les conseils des parties civiles, plusieurs preuves existeraient pouvant donner les motifs substantiels de croire avec certitude que le Gouvernement central de la RDC était à cette époque là, le principal fournisseur d'armes et des munitions pour ces groupes armés en Ituri dont le FRPI, nous citons notamment : (1).*Conseil de Sécurité de l'ONU, le rapport spécial sur les événements d'Ituri (janvier 2002-décembre 2003), document ONU S/2004/573 (16 juillet 2004), DRC-OTP-0129, p. 227, par23, p. 228 et 229 par.27 et 28 ; 2).Assemblée Générale des Nations Unies, Rapport intérimaire de la Rapporteur spéciale sur la situation des droits de l'homme en République Démocratique du Congo, document ONU A/58/534 (24 octobre 2003) DRC-OTP-0130-0273 ; 3) Rapport de Human Rights Watch, Ituri : « Couvert de sang », Violence ciblée sur certaines ethnies dans le Nord-est de la RDC, vol. 15, n°11(A), New York, juillet 2003, p.9 ; DRC-OTP 0074-0797, p. 805.)*

30. Attendu qu'avant l'attaque dévastatrice du 05 septembre 2002, Nyankunde, principal ville d'Andisoma, essentiellement peuplée des Ba Bira, était un important centre d'activités commercial doté d'un hôpital de référence bien équipé, le Centre médical évangélique, où travaillaient plusieurs médecins expatriés et qui fournissait des soins médicaux de bonne qualité à toute la population de la région.

31. Attendu que l'attaque de **Nyankunde** baptisée « opération polio » par les responsables du **FRPI**, aurait commencé précisément vers **09 heures** du matin en date du **jeudi 05 septembre 2002**, jour où les combattants de la milice armée Ngiti du FRPI, après avoir reçu l'accord et les traditionnelles rituelles du **prévenu KAKADO BARNABA YONGA TSHOPENA**, auraient, sous la conduite de **KANDRO NDEKOTE, Cobra MATATA** et **Faustin PALUKU**, pris d'assaut Nyankunde en provenance de quatre extrémités situées en directions de Songolo, Bavi, Tsheyi et Baiti, ils se sont déployés progressivement sur 28 localités des Andisoma ainsi que Nyankunde centre, et les ont mis à feu et à sang, ils les ont détruits et pillés de

NDR Feuillet N° 21 RP N°071/09, 009/010 et 074/010

font en comble, avant d'occuper les lieux de manière permanente jusqu'en date du 04 décembre 2003.

32. Attendu que cette attaque généralisée menée par la milice armée Ngiti du FRPI contre la Chefferie de Nyankunde, suivie de son occupation pendant 15 mois est intervenue en riposte aux opérations militaires de l'**UPC** appuyée par les forces militaires de l'armée ougandaise, contre les positions avancées des **FRPI** situées à **Songolo** à environ 15 km de Nyankunde en date du 31 août , et en représailles contre les populations de la tribu Bira accusée de complicité avec l'**UPC**, pour avoir toléré l'implantation de leur base militaire à Nyankunde centre, et pour avoir accepté d'accompagner les combattants de l'**UPC** et leurs alliés ougandais lors de l'attaque de **Songolo en date du 31 août 2002** ;

33. Attendu qu'au cours de ladite attaque, les combattants **Ngiti** et **Lese** de la milice armée **FRPI** qui ont pris d'assaut la Chefferie de Nyankunde s'en seraient pris essentiellement à la population civile Bira de cette entité, en se livrant sans retenue aux massacres, tueries, viols, pillages, destructions et incendies des édifices et infrastructures dans toutes les 28 localités qui composent cette Chefferie, en plus de Nyankunde centre ;

34. Attendu que la liste des victimes décédées lors de cet assaut lancée en ce jour là du 05 septembre 2002 sur Nyankunde et l'ampleur des dégâts matériels qui en ont découlé, témoignent de l'atrocité et de la gravité extrême des divers crimes commis par les combattants **Ngiti** et de la milice armée **FRPI**, avec l'accord et les bénédictions de leur autorité morale et chef spirituel suprême en la personne du **prévenu KAKADO BARNABA YONGA TSHOPENA** ;

35. Attendu que dans les lignes qui suivent comportent les noms des victimes décédées lors de cette attaque de la Chefferie de Nyankunde depuis le 05 septembre 2002, ces victimes sont pour la plupart des vieillards, des malades, des femmes et enfants qui ont eu du mal à fuir lors de la prise d'assaut de leurs localités respectives. Il s'agit des personnes ci après :

VICTIMES DECEDEES A NYANKUNDE**I. GROUPEMENT LOY BANIGAGA****VILLAGE DE LOY BATINE**

TERANAKO Marie
 DUALINA Henriette
 HANGAIKA NABABO
 NOBIRANA MAKABO
 LAMBABO Anne
 MUZIAMBAKU Floribert
 LUMBABO Arnold
 DUALINA SUMBALINA
 MUDJANI Rosaline
 KISIA LEKETYABO
 KAKANI NIMBEY
 HIGABO Leonard
 KITAGIRA Pascaline
 MAKUKWA Marie
 KONDWABO Rémy
 TEBABO SIRIKABO
 SUGALINA MALIMBA
 MANARO NOBARO
 BASILE MANDAKA
 TERANAKO Anastasie
 SHIPUFA SIFA
 SIRIKABO Luc
 SIYABO PEPE
 MAKUTYNA Gertrude
 TEBABO FURABO
 DAKUKWA Albertine
 MANAKO.

LOCALITE GAMBALI

BYARUHANGA BYAKISAKA
 BYAKISAKA BAHEMUCA
 NYAMABAKU HERABO
 MANU KALEHE
 KETURA BAHEMUCA
 LOTSOVE MBUSI
 NDJEKEY NARA
 N'TEBANI HATIKE
 SIKAKALI NGUMBA
 MUNDJAKU KWA NGUMBA
 LEMBABO Homer
 SEZIKANA Marie Louise
 NAGIRANA Anne
 KAKULE TSHONGO
 EFREM KATEMBO
 KAHAMBU MASIKA
 NDUKUKWA Léopold
 GAMILIABO Isidore

VILLAGE LOY BANIGAGA

KANAMALI Victoriana
 SHUKURU GAYABO
 NDUKUKWA ZITONO
 MATAMA GAYAMBO
 KWENA Régine
 BARAKA KISEZO
 HERABO Paulin
 HERABO BHILA
 KATANABO Michel
 SEZIKANA Chantal
 MAPENZI SEZIKANA
 NYAMAISO Nicole
 CHIKA MUDJAGANI
 MBITHO PACHIE
 SOMISE EDEL
 N'SINGOMA Michel

NDR Feuillet N° 24 RP N°071/09, 009/010 et 074/010

THABO N'SINGOMA
 NYAMABO LEBISABO
 SUGABO Floribert
 KATHO LEBISABO
 MUKUKWA TABO
 BHILA MUNDJABO
 MUDJAGANI Henriette
 RENGABO Honoré
 SEKEREZABO Bernard
 TEBABO Honoré
 SUGABO TEBABO
 CHIKA NAGIRANA
 HERABO SUGABO
 NYAKATHO NOBIRE
 NAGIRANA NYAKATHO
 SEZIKANA Rachel
 NOBIKANA MAPENZI
 ZANAMUZI OBALDO
 TAGIRABO Gilbert
 KONABO Leonard
 HATIKE Blandine
 KAKANI HATIKE
 SIFA BALDI
 HANDISANA LINGOLI
 TOYABO MUSUMARI
 MATESO Etienne
 SIKAMOTI TABO
 NOBISE SIKAMOTI
 SEZIKANA Marie
 THUDUKALI BAINAY
 TEBIKANA Marie
 DJENANU Félicitée
 SEZABO Alphonse
 NYAMABAKU Francois
 MUNGANGA Pius
 MULAKANI Louis
 NYAGADUDU Victorine
 SIKALELEKE Estelline
 GAISHABO MUSUMARI
 BAHATI MUSUMARI

NDR Feuillet N° 25 RP N°071/09, 009/010 et 074/010

KUKWABO Adrien
 BACHWEKI KISEZO
 ZANAMIZI Evariste
 ZANAMUZI Clara
 MAKANI KABIBI
 BASIKA NIMBILI
 SEZIKANA Louise
 SOMILIMBA Pascaline
 GBEDEGBEDE JENISALINA
 MOTANA Bertrand
 TULUDAZABO Pascal
 LUMBABO BANANI
 HERABO Paul
 KANGALINA Apoline
 KANADALI NGAMU
 NOBABO Catherine
 FURAHA DWALINA
 IBANEKI MAKASI
 HERABO Catherine
 LIHABO Jean
 MALILI MUTUBULE
 LUMBABO MUTUBULE
 TEBABO LUMBABO
 MALIMBA Véronique
 KATANABO Gilbert
 NGANIHELI KOMBOLE
 NZUNIKALI Janvion
 NYAMABAKU Emmanuel
 YENYAKO ISOKAMOLE
 KINDYABO KATANABO

NDR Feuillet N° 26 RP N°071/09, 009/010 et 074/010

VILLAGE NZARAKOHE

NOBIRABU DACHABO
 BALUKU TENAZABO
 MANZALA MAKANI
 SUMBAGANI KUNABO
 NYAMABAKU KENGABO
 KUKWABO MALABO
 SIKAKALI LIKABONDO
 TIAGANI MUZIABAKU
 GANISIKALI TEBIKANA
 GANISIKALI NYANGOMA
 MAKANZA TEBANI
 TOYABO BULE
 KATHO MUZIAMBANKU
 MUNYORORO KUDYE
 SIMBILIABO KALABO
 DHIMIJIJA NGABILA
 GELYA MALABO
 DUNIA FURAHA

VILLAGE BUBONGO

ZALI AMATHO
 DWALINA Régine
 TEKANAKO MANZALA
 MANOKO Joséphine
 MAKABO LIKIMANABO
 NDIMUSANA DUABO
 KATHO LOGABO
 SUMBAKABO LOGABO
 BAKANAY LOGABO
 KIMAREKI TAGIRABO
 LEMISE NYAKATHO
 LEBABO ZANAMUZI
 KINIKABO BINDI
 MUNYORORO BINDI
 RENGABO KATHO

NDR Feuillet N° 27 RP N°071/09, 009/010 et 074/010

MALIMBA Véronique
 KATANABO KUDJABO
 NGANIHELE NGANABO
 KINDJABO KATANABO
 YENUABO Ambroise

VILLAGE KAKALUDZA

NGANABO NIBE
 SEZABO TONDABO
 NOBIRABO Dieudonné
 KUNDABO Valentin
 HATIKE Anastasie
 MATEY SUGABO
 TEBABO SEZAGABO
 KAKANI LEMABO
 DWABO KAZIKAMA
 RENGABO KASIYE
 SIMBABO BARABO
 KISEZO TASIA
 LEMABO KISAKA
 NJENGA KASAKA
 MUNGANGA GURE
 SELYABO MATALI
 LYABO NIGBALA
 SUGABO YEDABO
 MATHOTINE KUNDABO
 NAGIRANA BANABO
 BENEKI Victorine.

VILLAGE NONGO

GOTABO SOKOSI
 N'CHWEKABO Léonard
 JENISALINA KANAMALI
 IBENEKI Jeanne
 N'SINGOMA KULYABO
 MANSANI Godelive
 HWENZABO Patrick
 BUSWANZA KABIBI
 YOMBIKALI Gisele
 BUSWANZA Iréne
 TOYABO SUGABO
 BUNGAMUZI KUNDIKALI
 SIYABO SUGABO
 KIKWANYABO Elisabeth

VILLAGE NSINGOMA TALOLO

NWENZABO SIMBABO
 KALABO SIMBABO
 TYANA SIMBABO
 SIRIKABO KALABO
 SEZAKUKWA Elisabeth
 TEBISE Anne Marie
 DWALINA LIKABINZO
 LYABO HWENZABO
 NGANABO HWENZABO
 KITAGIRA SIFA
 KUDJABO SEZABO
 MASANI SEZIKANA
 MBULABABU SELYABO
 GAYABO MUFANO
 SUGABO Emile
 AVESI MERESI
 SIMBILYABO LIYABO
 TONDABO SEZABO

MATESO NYAMABAKU
 LUMBABO KIHAKAKALI
 NYAMABAKU LEMABO
 MBIDABO Paul
 SEZIKANA Alphonsine
 TABO SIFA
 MAKUKWA NEEMA

VILLAGE MBANDI

BILIABO Dieudonné
 NSINGOMA Atoine
 RENIABO Pascal
 TEBAKUKWA BUTAGA
 GBETABO DUDU
 SEZIKANA Marie
 MBULABABUHU Benoi
 LUMBANA KALIKE
 DOMOTILA TABO
 DOROTIA MANKUKWA
 RONDO Samuel
 HERABO TEBABO
 JENISALINA DWALINA
 JENISALINA Esperance
 MAKUKWA MARONI
 KATO RENGABO
 MATOTINA SIKAKALE
 MATOYA BUNGA
 NEUNDUKALE ZALABO
 KAMBALI LUSIYA
 LEMBERONA KASIYE
 UNENEGEU Thomas
 ZAKINEKI MALIMBA
 DAUDI SIMIONI
 NYAMABO KABABO
 NYANSILI SUMBAKUKWA
 LINGABO DUDANGA
 SIMBILIABO KAWABO
 NEEMA ENGELA
 MANDRO Samuel
 NEEMA ZAWADI

NDR Feuillet N° 30 RP N°071/09, 009/010 et 074/010

VILLAGE N'SINGOMA

NYASIKI Clémentine
 NABABO Béatrice
 NYALANGBA TABO
 NOBIRANA Cécile
 NOBIKABO Alphonsine
 NOBIKANA BALELI
 TANDISHABO KABABO
 SHUKURU TEBABO I
 FURABO Papy
 SHUKURU TEBABO II
 BAGASEKE ZALABO
 BALELI KUKWA
 SEZIKANA NOBABO
 SUGALINA NOBIKANA
 BALELI NEEMA
 SUWEZA MAKUKWA
 KONDOKAKORI
 BARABO CHWEKABO
 KACHWEKA MARIO
 NYAMABO AIMEDO
 MUDJAGANI FURAHA
 MALOGO CHIKA
 KIMAREKI RENGABO
 LUMBABO KISEKE
 SIYABO KISEKE
 TEBIKANA Cécile
 TARABO LEBABO
 BOKOTEAKI NGUMBA
 MATUPENI KABABO
 ZANAMUZI MBUKALI
 DOMOTILA SUGALINA
 NOBIKANA Théodorine
 MBUTYABO Henri
 MUNJADUDU Marie
 CHENDABO MANONO
 CHENDABO Anastasie
 ZANAGANI MANARO

NDR Feuillet N° 31 RP N°071/09, 009/010 et 074/010

BOLINI NOBABO
 ZALABO PONEFANCO
 CHENDABO Henriette
 KATANABO Augustin
 LINGANDISO Louise
 MANGANGA Paul
 KAKANI MALABO
 TEBABO Benoit
 MANARO Jeanne
 MAPENZI FURAHA
 MUZITINA Egide
 MUSEBERENZI Patrice
 GAYASI NOBABO
 LOGHO BAHEMUKA
 LOKANA BAHEMUKA
 TARABO BARABO
 LEBISABO TEBABO
 SIKAKALI LEBISABO
 NOBABO Astrid
 KALABO Paul
 KASIME BUSWAZA
 MUGISA BAMUNOBA
 NEEMA Gracia
 NDUNDANGA KAZILIABO
 TANDISHABO TEBABO
 NGUMBA FURAHA

VILLAGE NGOBU

YOMBIABO Dieudonné
 SANYABO Patrice
 NGUNDUKALI SELYABO
 MUHIMBO YOMBIABO
 SUMBALINA Félicitée
 MAKAMIA Albertine
 NOBISE SUGABO
 KWEKINAY NOBIRABO
 MANGILYO TEBABO

NDR Feuillet N° 32 RP N°071/09, 009/010 et 074/010

LINGABO SIMBILIABO
TAGIRABO MANGILYO
KONABO Louise
BAMAKA KONABO
KAMBALI KIHERO
N'KISA Emmanuel
NEEMA SENG
SEZIKANA MUNJADUDU
MAZAONI Jean-Bosco
HANDIKABO SIMBILIABO
NDOEHA Gabriel
FURAHA KIMAREKI
SIRIKABO Madeleine
MBUBHA Antoine
KALABO N'TENGA
N'TENGA Pascal
HANYIE MUZIANGANI
SHUKURU KENGABO
NOBAO Constance
SIKO BALELA
MUZIKALI RENGABO
KODABO NOBIRABO
SEZIKANA NOBABO
TERANAKO KIMBABO
N'SINGOMA ZANABO
KISSA KIMAREKI

VILLAGE GAMBILI

JENISALINA MARIA
KUKWABO KISEZO
ZAWADI NUNA
KUWASA Rigobert
NJENI Clarice
NOBIKANA SITAKI
MANGILYO ZUNANABO
MAJALIWA
MAKUSUDI SEZABO

NDR Feuillet N° 33 RP N°071/09, 009/010 et 074/010

MAJALIWA ISSA
TUZABO YONA
CHABUSIKO NZALA
SEKEREZABO Daniel
KATANZABO YOMBIKALE
FITINA NGONZI
BULINI DETA
TOYANA ANA
ZANAMUZI Raphael
MUGAYO Pierre
SEZIKANA BENITA
SIKAKALI Berthe
ZAWADI NOBABO
NOBABO Jeanne
BANEKI TEBANI
SUGALINA N'KOSI
SIKAKALI Sarah
YEMIMA Yvonne
SUGABANGE ZANAMUZI
NOBABO Christian
MAKISA Jeanine
DWAGANI INGA
SIMBILYABO KATANABO
ZANAMUZI ZORABO
MUZIAGANI TAGISA
KAKANI Alphonse
KECHABO Jérôme
BALELI ANNA
NEEMA BUZUNE
MUYALA Dieudonné
KALIRE Anne-Marie
SADAKA RISIKI
FRIDA FRAPI
ADO Timothée
KITAGIRA RWANISA
NYANGOMA Marie
NYAKATO Marie
HANDIKABO SIMBILYO
KONDWABO SIMBILYO

NDR Feuillet N° 34 RP N°071/09, 009/010 et 074/010

ZANAGANI TEBANI
NYAGABO Michel
GAWANA TANDISHABO
KIMAREKI SUGABO
BAMAKA Marthe
NOBABO Charlotte
MURONGO MATAYO
TAMBEKI Hélène
SEZIKANA Christine
BAHATI ZOGABO
MADWANI Jacqueline
CHOYO RUSHWA
NOBIRABI MUGERA
NOBABO Bernadette
GANISIKALI SOROZE
MAKUSUDI JUMA
KIENDA Florimond
HALLAH JUMA
PITANI IBRAHIMU

VILLAGE CHEKEDELE 1

LIMBANYABO KINGABO
TUMBUZA LIMBAYABO
TOLISE KINGABO
NOBIRABO KUDJABO
HERABO SOMIRABO
KUSA BACHWEKI
CHIKA FURABO
BARABO MUSEZO
MANUEL SOMIRABO
ZANAMUZI MUHITO
TAGIRABO Emmanuel
CHIKA Marguerite
MASTAKI Louis
N'SINGOMA Ferdinand
CHENDABO MIKIMAMA
TABO KISUKULU
ZANGA Léopold

NDR Feuillet N° 35 RP N°071/09, 009/010 et 074/010

CHALIMBA AYUBU
NYANGOMA MWISIGI
NYAKATO AYUBU

VILLAGE CHEKEDELE 2

KUASSA Richard
SIKAKALI SAMBABO
MPAKA LADZA
JAUVÉLE Fidel
KATANABO MAGEU
PAKIRABO KYOMBE
KABISABO YOMBIKAL
SENGI MBUZOLIA
MATHOTINE SOKOSHABO
SOKOSHABO LADZA
KAMBALI LADZA
KANAMALI ZANAMUZI
MULIMBA HERABO
CHOKABO MADIMA
CHOKAMUZI NYAMABO
MAKATI BARONGA
KANALINA RITAGIRA
KANAMALI Théodorine
CHENDABO KISUKULU
SEKEREZABO Ferdinand
KATHO SALE
BARABO ADIA
HANGAIKA CHANDIKANA
MATESO CHOKABO
ZANAMUZI LOGABO
N'SINGOMA SALE
ZANAGANI Anne
HWEZABO Fidel
NGOLI CHANJABO
SOKOSIABO LADZA
LUFUNGULA MBUNYA
KAZABA MANGESO
MPAKA LADZA

NDR Feuillet N° 36 RP N°071/09, 009/010 et 074/010

MADIBO HII SIRIKABO
KATHO SIABO
KUASSA Richard
HERABO MULIMBA
N'SINGOMA SITANI

VILLAGE NDETE

MARTRIDA MANZALA
NGUMBA Roseline
MAGWEKI Marthe
KATANZABO SEDZABO
LEMBISABO Faustin
ODRADA KUMBUKE
TIAGANI Chouchou
TAGIRABO Corneille
NOBISABO Emmanuel
BAKAZALE NGELEKALI
CHENDABO Jean
FURAHA KWEKINAI
SHUKRANI Chantal
JENISALINA ZALABASIIKA
KITAGIRA NAGIRANA
BAHATI MUSUBI
SEKABO DUMBI
MBISIKALI NDUKUKWA
NEMEN MAGANI
MANARO Marie
KAYOMBE Pierre
TOLISE SHEFRUZA
GILI Rémy
SHUKRUMUGISA
MALUMBO SAMBILI
GAYABO ALWEZI
SUGALINA LINGASHALI
NOBIKANA SEZANI
HANGAIKA LIBISABO
NYAZUNGU Marie

NDR Feuillet N° 37 RP N°071/09, 009/010 et 074/010

NYAZUNGU ZAMAMUZI
KISEZO Jeanne
SHUKRUMIKIMOBE
KATANABO Sébastien
NKONI Jean Baptiste
TUMBIABO LEMABO
CHIKA MUSUGANI
RENGABO LEMABO
MANGILYO Norbert
MUFANO KISEKEREZO
HERABO DUKUKWA
BAKALI Emmanuel
NOBAMUZI Floribert
NYANGOMA Pascaline
KWEKINAI Noëlla
LEMISE Victorine
NOBABO LEMISE
NYAKATO LEMISE
KAMBALI MANZALA
NYAMABO KATO
MANGILYO DUMBI
MBUTIABO DUMBI
TOMBILYABO SEKABO
MUTUBULE HANZABO
MATESO KUMBANA
MUHIMBO PELEKABO

VILLAGE HAMABO

KAKANI Sylvianne
TEBABO KAKANI
SILI DACHANABO
MBAGA IBILYABO
IBILYABO Gustave
Emmanuel HHRABO
BOKOTHEKI BENITA
SEZIKANA YOMBIABO
SUMBABO Clotilde

NDR Feuillet N° 38 RP N°071/09, 009/010 et 074/010

BARAKA YOMBIABO
LEKETIABO SUMBABO
MPAKA SOBORABO
SEZAKUKWA MPAKA
LEBISABO BASITO
KATANZABO BASITO
MUZIANGANI Charlotte
N'SINGOMA Ernest
KAKANI YENYABO
MUZIABGANI YENYABO
BOLINI KAKANI
MATESO KAKANI
GAMILYABO ZAMUNDU
BAGUNI GAMILYABO
KUNDIKALI Amboise
MBALA Pascal
CHANJABO VUANA
HARINODI LIKAKANI
NYAMABAKU Henriette
KANAGANI Vincent
SIKAKALI SIGABO
TAGIRABO MANGESO
BISILYABO MANGESO
YAKISABO TENGA
TULABO Norbert
BALIGA DOUDOU
NYAGADUDU Angélique
SUGALINA BUNGAMUZI
KURATABO MATESO
SEZANI SEZIKANA
BOLINI BUNGAMUZI
SEZIKANA MATESO
NYAMABUKO SIRIKABO
MADWANI KOLIYE
NOBIRABO HAMABO
YOMBISABOTANDISABO
DUAMUZI GILI
BILA GALI
SENGI GILI

NDR Feuillet N° 39 RP N°071/09, 009/010 et 074/010

DWALINA SEZIKANA
MUZIANGANI MATESO
RENGIRABODAKANABO

VILLAGE BALUMBATA

MUNDJADUDU BUNGA
LYAGABO BETABO
MPAKA KUABO
NYAMABAKU Louis
NOBIRABO NDEKEHA
CHOKABO ZALABO
KAKANI NYABUGA
ZALABO NDIKEHA
MATESO KABOYA
HANDIKABO MUYELA
BAGANEKI GILI
SIMBILYABO De gaule
SEZABO SEKABO
MUZIABAKU Damas
SIDIKOI SIKAPIMA
MATESO SOMBUKABO
MPAKA BUNGAMUZI
HONGABO LOGABO
NOBIKANA BOLIMI
N'SINGOMA BILI
NYANGA NOBIKANA
KATO KINIKABO
NGAYANI KANAMALI
TAGIROBO SUNGILIANE
GOHINA ZOZI
KINIKABO OBELABO
DUKAMA BULUMU
MUSEZO KALABO
SEKABO GAMANYANE
ONI BUKAMA BULUMU
ZANAGANI ESIELAS
LOKASHABO NSILI
BACHWEKI MUTUMOYA
KAKALI MALAKAI

VILLAGE MBOPPO 1

KATANABO BULIABO
 NOBIKANA MAKANI
 MANGANGA BULIABO
 TEBIKANA Alphonsine
 MAKANI MAKALI
 ZANABO Armand
 SELYABO ZANABO
 LOMBA ZANABO
 MAWA MAKUNGA
 BOLINI Emmanuel
 KAMISABO MANUELA
 LIBAYABO SUMBABO
 BULIKI BUZUNE
 SUGABO TONDABO
 KODABO HERABO
 SIMONI MUSUBI
 NYAMA NZUNGU
 SEZIKANA KIMAREKI
 SEZIKANA NAGIRANA
 BUGAMUZI BALEJA
 NOBIKANA MAKANI
 TEBAKUKWA BUNGAMUZI

VILLAGE MBOPPO 2

MANGAMU SIKAKALI
 CHANJABO SEZABO
 SIKAMOTI MANGAMU
 DUAGANI TIAKWA
 MANARO Roseline
 SIMOLABO KATHO
 MULANYANI MUNGANGA
 SIKAKALI Roseline
 TANDISHABO SUGABO
 NOBABO TANDISHABO

NOBIRABO Gaston
 KISEZO Oscar
 SHANDIKANA KISEZO
 TUDUKALI KISEZO
 MIGENYA KISEZO
 BUNGAMUZI SANYABO
 DUABO Jean- Baptiste
 MIJAGANI LINGANAISO
 MALUMBO TEBIKANA
 SELYABOKISEZO
 BAKWEGI Emile
 NOBIRABO TEBABO
 NGUNDUKALI LAZA

II GROUPEMENT CHINI YA KILIMA**VILLAGE MUDZE**

MANGILYO KAMUZE
 AGATA KAMUZE
 MAGANI NTEBANI
 TAMBEKI CHIKA
 HANDISANA TABO
 SIMON GAYABO
 HANYIE Béatrice
 NAGIRANA MALUMBO
 TEBABO Gilbert
 NGUMBA TERANAKO
 MANONO TAJEKI
 ZUNABO TEBABO
 SEZIKANA CHIKA
 MANGANGA MUSEMO
 TUMBUZE MAKACHOLA
 MANZALI Léonie
 BOLINI SIKOMOTI
 LYAKUNGA MUNGU
 SEZIKANA Madeleine
 LINGANAISO NEEMA
 DUAGANI Grâce

NDR Feuillet N° 42 RP N°071/09, 009/010 et 074/010

KUKWABO Jean
 MAKUKWA MACHIKA
 NAGIRANA DUALINA
 MAPENZI TAJEKI
 MATESO BUKU
 TABO HANDISANA
 KUMBABO Emmanuel
 ZANAMUZI KUNGU
 MUJAGANI Catherine
 BAHATI BALUKU
 BIYABO BALUKU
 LYABO KABONGE
 SUMBABO Catherine
 ZANAMUZI KUNGU
 MUNJADUDU JENISE
 SOBORABO MUSEMO
 LEMABO MAKIZALA
 SOMABO Léandre
 BULAGANI HANDISE

VILLAGE NDUGU

SIMBABO N'SINGOMA
 GILI Edmond
 HERABO BAIT
 KITAGIRA LEMISE
 KABABO N'CHWEKE
 NYANGOMA KITAGIRA
 TOYABO BUKU
 NGUNDUKALI N'CHWEKI
 KATANABO SELYABO
 KIKURATA Jean Pierre
 CHIKA NGUMA
 BUNGAMUZI NDURU
 LUMBABO TONABO
 SEZIKANA MUNJADUDU
 FATUMA MUHITO
 BOKOTAEKI NGUMBA

NDR Feuillet N° 43 RP N°071/09, 009/010 et 074/010

HANYIE MANARO
 CHALABO MUGENYI
 KAKANI BUNGA
 BARABO HANGAIKA
 NGUMBA Antoinette
 JIEME KABAGABO
 SUGABO Pascal
 MATICO Solange
 ZANAMUZI Jean
 NYAGABO SILIKABO
 KAKANI MALALI
 KATHO GILI
 BUNGAMUZI BALUKU
 SUMBAKO Catherine
 DWOBO BARABO
 KUKWABO Jean Pierre
 MAKUKWA MONIQUE
 NAGIRANA SEZAKUKWA
 KUMBABO Emmanuel
 TEBABO KABABO
 HANDISANA MAPENZI
 KANI BILA
 ZANAGANI Catherine
 MUZIKALI KISIMA
 BASIYA MULIMBA

VILLAGE MALUMBABO

NGANIHALI NOBIKANA
 NOBIRABO YAMBANI
 NOBIKANA NGUMBA
 SOKOSIABO BAIWANI
 KIDANI KUBASE
 SIKAKALI Marthe
 KAMBALI TEBIKANA
 BILA TAGIRABO
 DOUDOU PAULO

NDR Feuillet N° 44 RP N°071/09, 009/010 et 074/010

VILLAGE GUNA

MUKE KABABO
 MUNGANGA KIMAREKI
 NYAGADUDU KANASIIKA
 KIZI KIYOMBE
 NZUNGU NOBIRABO
 NZIANI ESPERA
 KIDANI KUBASE
 BUNGAMUZI MUSURI
 NOBIRABO MUNGANGA
 PELEKABO TAGIRABO
 KANANI NGANABO
 GAWANA NINJEKI
 TUMBYABO SIKIYA
 SOMABO SIKILABO
 KIYOMBE Janvier
 NAGIRANA KITAGIRA
 NOBIRABO KISE
 SOKOSHABO NGOLOKO
 NAGIRANA SIKAKALI

VILLAGE BABADU

PELEMISABO RATAILI
 ZANAMUZI Etienne
 KATANABO MAZANI
 NYAMABO NZUNGU
 MUNYABO KAZI
 TUMABO KAZI
 SEZIKANA Eveline
 TAJEKI TWANETE
 YOANE MANDWABO
 CHENDABO Basile
 MAZANI François
 TITO Alphonse
 YAYABO KIYOMBE
 GOLA NDEYI

NDR Feuillet N° 45 RP N°071/09, 009/010 et 074/010

HERABO KUNGU
 MASORA NZUNGU
 ZANAGANI Régine
 BAZIKE CHENDABO

VALLAGE NGIDA

SAKINA MANARO
 KUSA Anne Marie
 SEKABO HOZABO
 NOBIKANA Victorine
 KUKWABO KAVARIOSI
 NGANABO MUKAKALO
 NYAGISE SEZIKANA
 MANGILYO BGEBABO
 NOBABO MAKUKWA
 MUSUGANI MAMY
 SHUKRENI NGANI

NDR Feuillet N° 27 RP N°071/09, 009/010 et 074/010

ZUMABO SIABO
 SOBORABO MBILIA
 NOBIKANA Bernadette
 RENGERABO KOBOKA
 SELYABO BALUKU
 NOBIKANA Anne Marie
 KATANABO MUGANDA
 NYAEABO TINGILYABO
 TERENAKO Gertrude
 NDUDANGA MAKABO
 MUSUGANI CHOKAMUZI
 FURAHA CHOKAMUZI
 MUNGANGA CHOKAMUZI
 MAKUKWA CHOKAMUZI
 MBUNYA Jean
 HANYABO Corneille

NDR Feuillet N° 46 RP N°071/09, 009/010 et 074/010

GANISIKALI BOLINI
 MAPENZI GANISIKALI
 NOBOSE SEZIKANA
 FURAHA TABO
 BUNGISE NOBABO
 TOYABO KAKANI
 KWEKINAI MALIMBA
 TONDABO LEBABO

VILLAGE RUSA 1

ZALABASIKA Jeanne
 MATESO PELEKABO
 KATHO PELEKABO
 LINGANAISO TABO
 KABABO KISEZO
 SUNGISHABO NOBIRABO
 MATESO NOBIRABO
 MATOYA KANAO
 MAKUKWA TABO
 SIMBILYABO SOKOSI
 NGILAWANI GODINA
 KOSI KISEZO
 SOFIA KITEBA
 FURABO KATABO
 MATOTINA MAKUKWA
 SUMBUKABO AIMABO
 MANZALA MALIMBA
 TOLISE KOREEKI
 KOREEKI SOKOSI
 MATESO TEBABO
 KUKWABO LIHABO
 LINGANAISO TEBANI
 TEBAKUKWA Henriette
 KABABO TAGIRABO
 LEBISABO FURABO
 TONDABO KUKWABO
 KIMEREKI LIJABO
 SUMBUKA MAKUNGA
 TABO SUMBUKIA
 LEBISABO DARABO

NDR Feuillet N° 47 RP N°071/09, 009/010 et 074/010

TANDISHABO SENGESENGE
 KONBO BAKODOKODO
 CHOKABO BAISO
 TOYABO ZALABO
 NDUKUKWA Angela
 TABO NDUKUKWA
 MALALI NIKAGORO
 SUMBUKABO NDUKUKWA
 KABABO Michel
 TOYABO SUGABO

VILLAGE SEZABO 1

ZALABO KISEZO
 BUNGAMUZI DURU
 BUNGAMUZI GANISABO
 KATANABO NDURU
 BARABO HANGAIKA
 NGUMBA Georgette
 MAPENZI NGUMBA
 FURAHA NGUMBA
 KOMBOLABO KABAGABO
 MUNYAMBOGA HERABO
 TOYABO BUKU
 NGANABO LOBOLABO
 CHALABO MUGENYE
 BALUKU BASITO
 TONDABO Raphael
 SIMBILIABO SAMBABO
 SOBORABO N'KUNGU
 KONDWABO Cyprien
 N'CHWEKE Simon
 GANISABO SEZABO
 FATUMA Anastasie
 BOKOTAEKI Espérance
 LONEMA NJANGO
 KAKANI BONGA

NDR Feuillet N° 48 RP N°071/09, 009/010 et 074/010

KUSA TERENAKO
 TOBOROSIA Jean Pierre
 GANISABO Michel
 NYAMALABO NOBIRABO
 BUNGAMUZI Dieudonné
 TANDISHABO LEKETYABO
 MURONGO SEZABO
 SORORABO TINDA
 CHIKA HANDISANA
 SANYABO MURONGO
 URONGO TEBABO
 JENIBUNZA YENYABO
 SIKIYA Elisabeth
 TANDISHABO TINANZABO
 BIYABO KITOLE
 KAMBALI KONABO
 PELEKABO MUNYLI
 KISEZO Edgard
 LAZA Maurice
 MAWA KISEZO
 MANGANGA YOMBI
 TALIKABO KIYOMBI
 GANISABO SIYABO
 SABENA LEKABO
 TOLISE BIYABO
 SIKAKALE RUTHA
 MUKE NGOLOKO
 KISIYA Jean
 ROGELINA SEZI
 SEZIKANA HANYIE
 SIMBILIABO KATO
 SUGALINA HATIKO
 CHANJIABO MUSEZO
 IBILIABO KIYOMBE
 HRABO Edouard
 KAKANI MAMALI Emmanuel
 KALINGABO TEBABO
 ZALABO KISEZO
 CHIKA Cécile
 SOZIKANA Marie

NDR Feuillet N° 49 RP N°071/09, 009/010 et 074/010

MASANI Suzanne
 TANDISHABO NGELE
 MURONGO MUBENYA
 SOKORABO Samuel
 FURABO ZAKAIA
 KUKWABO KISIYA
 ZANAGANI HANDISANA
 MUNYORORO KIMAREKI
 YOMBIKALI DOUDOU
 KATANABO MUHITO
 MATESO SIMBILYABO
 NAGIRANA CHIKA
 NGELE MUGENYA
 MAKUKWA OWALINA
 SOMISABO FURABO
 KABOYA SIMBILYABO
 KABABO SIYABO
 MAGANI SEZIKANA

III GROUPEMENT SIDABO

VILLAGE BAGABILA

BASIANZA NDUKUKWA
 TINDA GIBULALA
 BANDOY KARURUMA
 DZEGE TAMBEKI
 NYAKABIRA KUSSA
 N'CHWEKI MBIZABO
 MASUMBUKO MAKUKWA
 KIZA SELEMANI
 MURONGO GOLE
 GOLE Marie
 NOBIAKA YOLO
 KWEKINAI KONGORABO
 ZANAMUZI HATILE
 TONDABO HANYIE

KAGWABI LINGISABO
 NDAGILINA TAMBAKI
 BAGAYA Rémy
 MUHUNI KITAGIRA
 SILI Clémentine
 KATANABO NDUDUDU
 NGAWA SALE
 LETI ANDROWA
 MAKANZALA BOLINI
 KIMAREKI NYAMALABO
 MAKUKU NDICHOMIYA
 KIHERO TAMBAKI
 SIFA MAKANZALA
 BOLINI TABO
 NDUKUKWA KIMAREKI
 BAMARAKI MUGAYO
 MABONE NYETISA
 NYAMUSENYA LALIYE
 KONDOKWABO
 KATANABO PACHIYE
 YANYABO GONZI
 MUSHYO NGABILA
 MALALI NGABILA

Soit un total de **949** personnes tuées sur un total de **22.418** habitants recensés au courant de l'année 2001 (*selon les listes répertoires des personnes décédées lors de l'attaque de Nyankunde en date du 05 septembre 2002, établies par l'officier de l'état civil du ressort*).

36. Attendu que l'attaque de la Chefferie de Nyankunde par les combattants Lendu, Ngiti du FRPI en date du 05 septembre 2002 n'a pas causé que des pertes en vies humaines, les dégâts matériels sont extrêmement catastrophiques au point que la collectivité Chefferie de Nyankunde a littéralement été effacée de la carte géographique de la République Démocratique du Congo. Toutes les constructions en matériaux durables et semi-durables, ainsi que les constructions de fortune en terre couvertes des pailles, ont été complètement et délibérément détruites par incendiées, sur l'étendue de 28 localité ainsi que Nyankunde centre.

37. Attendu que de cette attaque les dégâts matériels suivants ont été enregistrés:

A). **Groupement Loy-Banigaga** : avec **7.542** maisons d'habitation et de commerce en matériaux durables ont été pillées et détruites dans 18 Localités.

B). **Groupement Chini ya Kilima** : avec **1.344** maisons d'habitation et de commerce en matériaux durables et semi-durables ont été pillées et détruites dans 8 Localités.

C). **Groupement Sidabo** : avec **752** maisons d'habitation et de commerce en matériaux durables et semi-durables ont été pillées et détruites dans 2 Localités.

D). **Edifices des institutions publiques et d'enseignement** : le C.M.E, M.A.P, Green House, ISTM, IPASC, IEM, Lycée....., Institut de Mbandi, Centre de Formation en Menuiserie, EP/Nyankunde, EP/Kalinga, EP/Bukeleme, EP/Mudze, EP/Nongo, EP/Kirenge, EP/Marabo-Nyankunde, EP/Lawa, Institut de Sedzabo, le Centre de Négoce de Nyankunde, le Complexe administratif de la Chefferie des Andisoma à Nyankunde ont été pillés et détruits.

E). **Les structures médicales et sanitaires** : Le C.M.E, les dispensaires de Bukeleme, de Talolo, de Sedzabo, de Birinyama, Furaha ya wamama, et beaucoup d'autres dispensaires et pharmacies privées ont été pillés et détruits.

F). **Les églises** : Communauté Emmanuel, 39/Nyankunde, C.E-39/Kalingi, C.E-39/Magimba, C.E-39/Nongo, C.E-39/Sedzabo, Eglise Catholique de Nyankunde avec 9 Chapelles, le Secteur de Sedzabo avec 11 Chapelles, l'Eglise Kimbanguiste, l'Eglise Adventiste, l'Eglise de réveil Chrisko, Salle du Royaume des Témoins de Jéhovah, etc.pillées et détruites.

G). **Elevage dans tous les trois Groupements** : avec 5.853 têtes de gros bétails et 15.216 têtes de petits bétails appartenant aux éleveurs de Nyankunde ont été pillés et empotées vers Kpesa, Baiti, etc.... (*Selon l'inventaire contenu dans la plainte adressée à l'Auditeur Militaire par le Chef de la Collectivité Chefferie des Andisoma, contre le prévenu KAKADO*);

38. Attendu que **s'agissant de l'attaque du Groupement Musedzo dans la Collectivité Chefferie de Mobala**, elle aurait eu lieu une semaine seulement après l'attaque de Nyankunde de la Collectivité Chefferie des Andisoma, précisément en date du **12 septembre 2002**, jour où les combattants de la milice armée Ngiti auraient lancé les attaques successives et progressives contre 7 localités du Groupement Musedzo ;

39. Attendu que ladite attaque généralisée des FRPI contre le Groupement de Musedzo Collectivité Chefferie de Mobala est intervenue dans la continuité de riposte aux opérations militaires de l'UPC et leurs alliés de l'armée ougandaise basés sur place à Nyankunde centre, contre les positions avancées des FRPI situées à **Songolo** à environ 15 km de Nyankunde, et surtout en représailles contre les populations de la tribu Bira en général, accusée de complicité avec l'UPC et les FPLC, pour avoir toléré l'implantation de leur base à Nyankunde ;

40. Attendu que partis une fois de plus de la cité de la CODECO à Kpesa devenu désormais leur centre de formation militaire, et Quartier Général des combattants Ngiti de la milice armée FRPI, ces derniers, après avoir, comme d'habitude, reçu l'accord et les traditionnelles encouragements du prévenu **KAKADO BARNABA YONGA TSHOPENA** leur autorité morale suprême, ils ont investi en masse et progressivement 7 localités du Groupement Musedzo pour les attaquer sous la conduite d'un certain commandant **AVEGE** et de **KANDRO EPELA**, qui, au moment des faits était le chef de la garde rapprochée du prévenu **KAKADO BARNABA YONGA TSHOPENA** ;

41. Attendu qu'au cours de cette attaque, les combattants Ngiti de la milice armée FRPI qui auraient pris d'assaut le Groupement de Musedzo dans la Collectivité Chefferie de Mobala, s'en seraient pris essentiellement à la population civile Bira de cette entité, en se livrant sans retenue aux massacres, tueries, viols, pillages, destructions et incendies des édifices et infrastructures dans 7 localités sur les 13 qui composent ce Groupement ;

42. Attendu que la liste des victimes décédées lors de cette attaque généralisée lancée ce jour là du 12 septembre 2002 sur les localités de **Gangu 2, Bakoso, N'kimba, Kikale, Baiti, Lawa et Matoya**. Le nombre des pertes en vies humaines et l'ampleur des dégâts matériels témoignent de manière éloquente le degré d'atrocité et de la gravité extrême des crimes commis par les combattants Ngiti de la milice armée FRPI, avec l'accord et/ou les encouragements de leur hiérarchie tant militaire que politique dont autorité morale et chef spirituel suprême en la personne du prévenu **KAKADO BARNABA YONGA TSHOPENA** ;

43. Attendu que les lignes qui suivent comportent les noms des victimes décédées lors de cette attaque du 12 septembre 2002 de 7 Localités ci-haut énumérées sur les 13 qui composent le Groupement de Musedzo, ces victimes seraient pour la plupart des vieillards, des malades, des femmes et enfants qui n'ont pu fuir lors de la prise d'assaut de leurs localités respectives. Il s'agit des personnes physiques ci après :

VICTIMES DECEDEES A MOBALA

GROUPEMENT MARABO MUSEDZO

VILLAGE GANGU 2

MBAFUMOYA TEBABO
KATANABO Dieudonné
NYANGOMA SEZIKANA
NYAGADUDU TISANA
MONYORORO HEMUKABO
SONYOLE KISEZO
LIMBANYABO KIKWATA
BACHWEKI SEZABO
DWABO LEBISABO
MADWANI KAMBAKI
KUNGWABAKU LOGABO
MATESO PACHIYE
MUPOLE KABAKU

NDR Feuillet N° 54 RP N°071/09, 009/010 et 074/010

LIMBABO Mathieu
 LUMBANE Marie
 KONABO SIRIKANI
 MUSUGANI KOLIYE
 NAGIRANA SIRIKANI
 TAYABO MAKAKALO
 KOMBABO PILIPILI
 SITAWEZA MALIMBA
 MAMA DIDI
 NDEY NYAGABO
 ZALABASIIKA FURABO
 MASIKINI SIMBILIABO
 TAGIRABO HANDIKABO
 TEBANI HANDIKABO
 DARA DUKU
 CHABUSIKO LEMISE
 KAKANI Anne
 SIYABO Jean
 Epouse SIYABO Jean
 TONDABO LEBILIABO
 SEZIKANA Marguerite
 ZABO KIMAREKI
 KATANABO LAMBABO
 KUASSA KAKANI
 KULYABO KABABO
 MALALI MUTUBULE
 KANABO KABONGE
 NYAGABO MOTAMINYO
 MERIKA NYAGABO
 KIMEREKI TATYABO
 KUKWABO TAGIRABO
 KUKWABO CADER
 TAYABO MAKODA
 KAKANI SIRIKABO
 LUMUMBA SIMBILYABO
 TATO LUMUMBA
 TAMBEKI MUSUGANI
 MWANGA BAMUNOBA
 NYAZUNGU MULIKALI

NDR Feuillet N° 55 RP N°071/09, 009/010 et 074/010

MATESO BATCHWEKI
 BUNGICHA BAKU
 KIMAREKI BACHWEKI
 NICHUMBA TYABO
 HWENZABO PATRICE
 SIYABO Jérôme
 KABABO MUTUBULE
 MATESO KAYOMBE
 KATANZABO KABISABO
 LEMISE LEMBISABO
 KAYOMBE Pierre
 BUNGAMUZI Richard
 KATHO MUTINE
 SIDABO KUKWABO
 LYAGABO GBETABO
 BIYABO HERABO
 KIMAREKI MUTHINE
 FURABO MANGILYO
 BUNGISE FURABO
 BALELI Espérance
 KAKANI Déogracias
 MUSEZO DOUDOU
 NIGBUNDA HANGAIKA
 MBIJO NGAKPA
 NGANABO TAGIRABO
 KIYOMBE ZANAMU
 TABO UYKUFU
 KAKULE MUMBERE
 BIYABO MATESO
 MUFANO BIYABO
 YAYABO GOTABO
 TEBABO MANGILYO
 SIRIKABO HOYABO
 TEBABO Espérance
 SIMBILYABO TAGISABO
 KIKURATA LYABO
 KAMBALI TEBISE
 FURABO KEMBO

NDR Feuillet N° 56 RP N°071/09, 009/010 et 074/010

MATHIS NDOCHA
 MATHS Marie
 GASSI TEBABO
 DARABO KISEZO
 NYAMABUKO Fidele
 KUMBABO PILIPILI
 TEBAKUKWA MANZALA
 KABIBI HYANYIY
 BARAKA DWABO
 BALUKU TONDABO
 TAGIRABO DWABO
 NAGIRANASIKAKALI
 SITAWEZA MASUBI
 KONGO KANABO
 MATESO KANGANA
 NOBIKANA Jeanne
 NIMOLINDI SIMBILYO
 TAABO Clémentine
 SIKANYANI MATOYA
 TOMABO MAYANI
 MUNYORORO TOMABO
 WANI Frederic
 NGANABO DJIABO
 DJIABO Petit
 KINDYABO GAMANYANI

VILLAGE LAWA

SOMISOBA GAYABO
 SEZANI Marie
 BONGISE Cécile
 SIKAKALI YAGISE
 SEZIKANA SUGALINA
 JABO NZOKA
 LYAGABO MAKONYANI
 NOBIKANA TOLISE
 CHIKA KWEKINAY
 MARAZI MADWANI
 SEZIKANA KITAGIRA

NDR Feuillet N° 57 RP N°071/09, 009/010 et 074/010

MASANI MANARO
 SEZIKANA KULIYE
 SIYABO KYOMBA
 NGANIHELI KIMAREKI
 KUFAKO KONGOLABO
 HERABO NYAMA
 NGUMBA TAJEKI

VILLAGE BAKOSO

KALIKE TUBISE
 MBUTYABO LOGABO
 RENGABO KIMAREKI
 SALIMA TADJEKI
 MUSUBI IDA
 DWABO N'KONI
 SIKANYANY BUZUNE
 BUNGUNI BULANGWA
 KATANABO SUMBUKABO
 SENGI BUNGAMUZI
 DACHANZABO Jean Pierre
 NYAMABAKU TEBABO
 SIMISABO YELABO
 KAMBALI Thérèse
 SENGI IBILYABO
 KATANABO BULA
 TABO BULA
 KAKANI BULA
 KAKANI LAMBABO
 KONABO Victor
 BILIKANZA DWABO
 NAGIRANA LEMISE
 HERABO KIZALA
 KATANABO SIMBILYABO
 SABINA NEEMA
 TEBABO BARAKA
 BUZUNE Noëlla

NDR Feuillet N° 58 RP N°071/09, 009/010 et 074/010

BASITOBAKWEGI
KATHO Pascaline
MUSANA KATANABO
MANZALA KAYIBE
NGILAWANI NOBIKANA
MAGANI NAGIRANA
FELISI ZABO
MATOTINA SUGALINE
MAPENZI SIKAKALI
BAKAKWA Roger
BANGUNI BULANG
LEMISE BULANG
TAGIRABO N'SINGANYA
CHWEKABO Jean-Claude
NDUKUKUTA MADANGANYA
TABO Béatrice

VILLAGE KPESA

BULATUDU
MUNYORORO TOMABO
KAMUHANDA André

VILLAGE KIKALE

TONDABO Evariste
NYAMABO Gilbert
YENYABO Victor
MUSUBI LEBISABO

VILLAGE N'KIMBA

YOMBIKALI TAGISABO
N'SINGOMA LEBISABO
CHANDIKANA Solange
SUGABO Emile
NOBIKANA Clémentine

NDR Feuillet N° 59 RP N°071/09, 009/010 et 074/010

DWAGANI FURAHA
ANGELIKA MATOTINA
SUGABO NOBISE
SIRIKABO TEBO
KWEKINAI Marie
NGANIHELI SUGALINA
ZALABASIIKA MUFANO
KAMBALI LINGANAISO
SOMILIMBA TEBANI
NWEKANAI Célestine
MASTAKI Dieudonné
FURABO Deo
DWALINA KIMAREKI
MUSUGANI NYABISE
BOLINI TISANA
MAKASHIO LIKABINDO
JENISALINA TAABO
MAKAMBAKO SELINA
NYAGABO KUNDABO
KIMEREKI SUGABO
BUNGAMUZI GANISABO
MAKIZALA HERABO
HANDISANA DOROTIA
BANEKI Espérance
NYANGOMA BALINYAMA
TONDABO Gilbert
SUGABO KITEBO
TAGIRABO Jean
MUBAYA HANDIKABO
SIMIKALI TEBABO
KUMBABO KISANGANI
SITAWEZA KUMBABO
MAKIZALA SIMBABO
SUGABO TAGIRABO.

GROUPEMENT MAYARIBO**VILLAGE MAMBESO**

DOUDOU Matias
 ZALISABO Théodore
 KAKISHANA MALALI
 SEKABO MBUZALA
 CHANGIABO TAGIRABO
 NGERE SIDABO
 NOBABO BINDILUABO
 MANSUBI TALIKABO
 ZANAGANI KATANABO
 MASUMBUKO DARASA
 TAZIA KIBANGA
 TABO Gérôme
 BANGUNI SIKATINA
 GAYABO KABULI
 TOMBIABO BALUKU
 SEZIKANA KWENYI
 TEBABO TAKUBANA
 NGUMBA KIKUNDISHA
 NYAGADUDU Henriette
 SEZABO KISEDZO
 SISILIA MAKUKA
 BANEKI Anna
 MARGELI BATWE
 NZUNIKALI NGANABO
 KPUNGBU NYAGADUDU
 SONGELE ITURI
 MUJA Bébé
 SALATIELE NGUNA

VILLAGE KUDAYA MUSEDZO

KASIANO TANDISHABO
 KUKA SELYABO
 TEBABO DHACHABO
 KUSA NYAMA
 TAGIRABO TUMABO
 KONGO N'KUNGWABAKU
 KABAKU SILIKABO
 NYANGOMA Suzanne
 IBANEKI Jeanne

Soit un total de **260** personnes tuées parmi les habitants de ces localités attaquées par les combattants Ngiti du FRPI, hors mis les ressortissants de Nyankunde hommes femmes et enfants au nombre d'environ **100** personnes, venus pour trouver refuge au sein de l'école primaire Musedzo où ils ont trouvé la mort brûlés vifs dans des salles de classe par les combattants Ngiti du FRPI lors de l'attaque du groupement Musedzo (selon les listes répertoires des personnes décédées lors de l'attaque de Musedzo en date du 05 septembre 2002, établies par l'officier de l'état civil du ressort).

44. L'attaque des 7 localités du Groupement de Musedzo par les combattants Ngiti du FRPI en date du 12 septembre 2002 n'avait pas causé que des pertes en vies humaines, les dégâts matériels sont extrêmement catastrophiques au point que le Groupement Musedzo aurait littéralement été effacée de la carte géographique de Mobala en Ituri, en République Démocratique du Congo.

45. Toutes les constructions en matériaux durables et semi-durables, ainsi que les constructions de fortune en terre couvertes des pailles, auraient été complètement et délibérément détruites par incendiées, sur l'étendue des tous les 07 localités du Groupements Musedzo, après avoir été systématiquement pillées.

C'est ainsi qu'il a été dégagé de cette attaque les dégâts matériels suivants :

A). les localités **Gangu II, Bakoso, Nkimba, Kikale, Baiti, Lawa et Matoya**, avec **8.500** maisons d'habitation et de commerce en matériaux durables et semi-durables ont été pillées et complètement détruites.

B). **Edifices des institutions publiques et d'enseignement** : 21 bâtiments en matériaux durables et semi-durables, qui abritaient les écoles primaires et secondaires tant publiques que conventionnées, ont été pillés et complètement détruits.

C). **Les structures médicales et sanitaires** : 4 hôpitaux et 10 centres de santé, dispensaires et autres pharmacies privées ont été pillés et complètement détruits.

F). **Les églises** : Communauté Emmanuel, 39/Musedzo, C.E-39/Gangu II, C.E-39/Kimba, C.E-39/Kikale, C.E-39/Baiti, Eglise Catholique de Musedzo avec 7 Chapelles, l'Eglise Kimbanguiste, l'Eglise Adventiste, l'Eglise de réveil Chrisco, Salle du Royaume des Témoins de Jéhovah, etc. ont été pillées et complètement détruites.

G). **Elevage dans tous les sept localités**: avec 1.746 têtes de gros bétails et 5.125 têtes de petits bétails appartenant aux éleveurs, ont été pillés et empotées vers Kpesa, Baiti, etc....

Tels sont les faits de la cause.

II. EN DROIT ET QUANT A LA FORME :

III. Sur la compétence du Tribunal à l'égard du prévenu:

46. Le Tribunal Militaire rappelle qu'aux termes de l'article 246 al 1 du CJM : "quelle que soit la manière dont elle est saisie, la juridiction devant laquelle le prévenu est traduit apprécie sa compétence soit d'office soit sur déclinatoire" l'esprit de la nouvelle réforme de la justice militaire des lois N°023 et 024/2002 du 18-11-2002 portant Code Judiciaire Militaire(CJM) et Code Pénal Militaire(CPM) cette appréciation d'office s'impose particulièrement lors que des personnes étrangères à l'armée sont déférées devant les juge militaire ;

Bien que le prévenu **KAKADO BARNABA YONGA TSHOPENA** soit étranger à l'armée les règles procédurales étant d'ordre public, le Tribunal Militaire de Garnison de l'Ituri reste compétent pour connaître des infractions ou des crimes susceptibles d'être réalisé (es) au regard des faits de la cause tels qu'exposés SUPRA aux termes des articles 111,in fine ,du CJM et 161 CPM ; En effet :

- Les juridictions militaires sont en outre compétentes à l'endroit de ceux qui, sans être militaires commettent des infractions au moyen d'arme de guerre ; et l'article 161 ajoute :

- En cas d'indivisibilité ou de connexité d'infractions avec des crimes de génocide, des crimes de guerre ou des crimes contre l'humanité, les juridictions militaires sont seules compétentes.

En l'espèce, l'organe de la loi poursuit le prévenu **KAKADO BARNABA YONGA TSHOPENA** pour les actes criminels commis par les combattants Ngiti du FRPI, et qui sont susceptibles de constituer les incriminations de participation à un mouvement insurrectionnel par le fait même de l'organiser (des articles 136 et 139 du CPM) et des crimes de guerre prévus et punis par l'article 8 paragraphe 2 alinéa c) i, et alinéa e) i, iv, v, vi du Statut de Rome.

II.2. Sur la jonction de procédure :

47. le prévenu **KAKADO BARNABA YONGA TSHOPENA**, poursuivi initialement, par décision de renvoi de l'Auditeur Militaire signée en date du 10 novembre 2009, pour avoir participé à un mouvement insurrectionnel au courant des années 2006 et 2007 par le fait de l'organiser sous le RMP N°885/EAM/08, plusieurs autres ont été signées, l'affaire en instance, en date du 30 janvier 2010 et 24 juin 2010 respectivement sous les RMP N° 1141/LZA/010, 1219/LZA/010 et 1238/LZA/010 pour Crimes de guerre ; Lesdits crimes de guerre portant sur les meurtres des personnes civiles, les attaques dirigées intentionnellement contre les populations civiles, les attaques délibérées contre les bâtiments ne constituant pas des objectifs militaires, le pillage des localités même prises d'assaut, l'esclavage sexuel, et les viols ; le Tribunal Militaire a ainsi ordonné, en vertu de l'article 222 al 2 du CJM, la jonction de procédure par économie de temps car il est de jurisprudence constante que le pouvoir de joindre les causes dans l'intérêt d'une bonne justice ressort de la notion même de la mission des Tribunaux (lire HCM dans l'affaire RP N° 001/2004 p.98) ;

II3. Du Droit de la défense :

48. Droit purement constitutionnel qui veut en son Article 19 al 4 que toute personne ait le droit de se défendre elle-même ou de se faire assister d'un défenseur de son choix et ce, à tout le niveau de la procédure pénale, y compris l'enquête policière et l'instruction préjuridictionnelle. En l'espèce, le Tribunal Militaire de céans, considérant l'age avancé du prévenu soit au moins 87 ans a commis d'office bon nombre d'avocats et défenseurs judiciaires savoir Maîtres Jean Destiné ESSANOTO, Modeste MAGENE et Nestor KPAMBE, respectivement Avocats au Barreau près la Cour de Kisangani, ainsi que Maître Célestin NTAWARA, défenseur judiciaire près le Tribunal de Grande Instance de Bunia et ce, en vu d'assurer un procès équitable ;

II4. Des Preuves considérées par le Tribunal :

49. Attendu qu'il n'y a pas de preuve qui s'impose de façon obligatoire au juge pénal qui doit se déterminer d'après son intime conviction, sous la double réserve que celle-ci ne peut d'une part se fonder que sur des éléments produits à l'audience, c-a-d portés à la connaissance du prévenu de manière qu'il ait pu les discuter et se défendre, d'autre part, lors qu'il s'agit d'un des modes de preuve réglementés par la loi, la conviction du juge ne peut s'asseoir que sur ceux qui ont été recueillis conformément aux formalités exigées ;

Attendu qu'en l'espèce en dehors des aveux partiels portant sur le fait de circuler avec la feuille de route signée par le colonel **COBRA MATATA BANALOKI**, le chef d'état major du **FRPI**, les témoignages concordant n'ont pas échappé à l'attention du juge dans la présente cause.

II5. De la constitution des parties civiles :

50. Attendu que le Tribunal militaire de céans se conformant à l'esprit du CJM en son article 226 qui prescrit : " lorsque la juridiction militaire est saisie, la partie lésée par le fait incriminé peut la saisir de l'action en se constituant partie civile..." dit pour droit que seules les actions en réparation mises par les 12 victimes ayant régulièrement consigné les frais seront examinées et non celles des autres prétendues indigentes dont l'enquête préalable de leur indigence n'a jamais été fait soit par l'officier de l'Etat civil soit par le greffier du siège.

III. EN DROIT ET QUANT AU FOND :

51. Attendu que la présente cause concerne 08 préventions autour du mouvement insurrectionnel(1), savoir les crimes de guerre portant sur les meurtres des personnes civiles(2), les attaques dirigées intentionnellement contre les populations civiles(3), les attaques délibérées contre les bâtiments ne constituant pas des objectifs militaires(4), les attaques délibérées contre les localités non défendues(5), le pillage des localités même prises d'assaut(6), l'esclavage sexuel(7), et les viols(8) dont l'analyse en droit se présente de manière que voici.